

Je veux espérer que nous ne pousserons pas la consultation au point de ne jamais adopter de mesures pratiques pour créer un parc dans le Yukon.

M. Nielsen: Puis-je poser une question au député avant qu'il ne reprenne son siège? En matière d'établissement de parcs, il approuverait sans doute le même type de consultation entre le gouvernement fédéral et le Conseil législatif du Yukon qu'entre le gouvernement fédéral et un parlement provincial.

M. Orlikow: Bien entendu, monsieur l'Orateur. Je préconiserais et appuierais une telle mesure. Mais j'aurais la même attitude si ma propre province était en jeu. S'il y avait au Manitoba un groupe, chambre de commerce ou tout autre organisme, qui s'opposait à l'aménagement d'un parc national par suite de la présence possible de minéraux dans la région, je favoriserais une consultation avec le gouvernement de la province, comme j'encouragerais la consultation avec tout gouvernement provincial ou avec le conseil des Territoires du Nord-Ouest ou celui du Yukon, le cas échéant. Toutefois, je dis: agissons vite car il nous faut un plus grand nombre de parcs nationaux.

M. Stan Schumacher (Palliser): Monsieur l'Orateur, en intervenant à mon tour dans ce débat, je voudrais expliquer les liens qui existent entre ma circonscription et celle de Rocky Mountain où sont localisés tous les plus vastes parcs nationaux. Ma circonscription de Palliser était constituée initialement de l'ancienne circonscription de Bow River qui comprenait les villes de Lac Louise et de Banff.

Ayant été actif, dans une certaine mesure, et sur un plan non électoral, dans le cadre de cette ancienne circonscription, j'ai acquis une connaissance plus ou moins poussée des problèmes qui se posent aux habitants de ces deux villes. Dans un passé plus rapproché, j'ai été lié d'assez près avec le député de Calgary-Nord (M. Woolliams), qui représentait alors Bow River. Tout comme mon ami de Crowfoot, j'ai entendu l'agent fédéral administrant ces deux régions évoquer beaucoup des difficultés rencontrées par les habitants de Banff et de Lac Louise. Bien entendu, pendant une bonne fraction de cette période, c'était mon parti qui détenait les responsabilités incombant aujourd'hui à ces messieurs d'en face.

Aussi, tout en étant impartial, je pense que personne n'a les mains absolument propres dans l'administration des parcs nationaux. Néanmoins je suis convaincu que le parti gouvernemental actuel mène depuis sept ans une campagne persévérante pour essayer de

priver de leurs justes droits les personnes qui vivent dans ces régions et leur enlever toute autorité sur leurs propres affaires.

Cette campagne qui trouve son apogée dans l'idée d'une société de la Couronne, titre de gloire des bureaucrates impatientes d'étendre leurs tentacules jusque-là, a commencé par le remaniement de la carte électorale. L'adjoint législatif actuel du premier ministre a été très actif au sein de la Commission chargée du remaniement en Alberta. Je crois que c'est à lui que nous devons dans une large mesure la création de la circonscription de Rocky Mountain.

Dans ce cas, les effets de la redistribution étaient de masser les municipalités de Banff, Jasper, Lake Louise et Waterton en une circonscription fédérale unique, les privant ainsi de trois représentants à la Chambre. Elles sont maintenant représentées par un seul député et leur influence en est réduite d'autant.

Puis-je dire qu'il est dix heures, monsieur l'Orateur?

LA MOTION D'AJOURNEMENT

Une motion d'ajournement de la Chambre aux termes de l'article 40 du Règlement est censée avoir été présentée.

LE COMMERCE EXTÉRIEUR—L'IMPORTATION DE LAMPES ÉLECTRONIQUES ET L'INDUSTRIE CANADIENNE

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, le 9 décembre, j'ai demandé au ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) ce qu'il était en mesure de faire pour répondre à une demande très urgente des Travailleurs unis d'Amérique, de l'électricité, de la radio et de la machine. Ce groupe présentait, à mon avis, un cas des mieux fondés à certains de nos ministres et à plusieurs membres du caucus libéral des régions de Toronto et Hamilton. Depuis lors, bien que le ministre ait déclaré qu'il chercherait le moyen de prêter son appui, je n'ai reçu aucune indication qu'il y soit parvenu.

Je ne saurais dire si ce groupe reviendra et essaiera de parler à d'autres membres du cabinet qui pourraient s'avérer plus serviables. Les nouvelles sont graves. Ces hommes font observer que l'emploi tant à la General Electric du Canada qu'à la Westinghouse s'établit à peu près à la moitié du chiffre d'il y a deux ans. En novembre 1967 l'usine de fabrication de lampes Dufferin de la CGE à Toronto comptait 476 employés. Au 24 octobre